

§ 3. En cas de réclamation ou de recours visés aux articles 267 à 293 du Code des impôts sur les revenus et dont la preuve doit être apportée à l'Administration de la Trésorerie, le délai de neuf mois est ramené à trois mois et il prend cours à la date à laquelle la cotisation devient définitive.

Art. 31. § 1er. Seront punies d'une amende égale au double du montant à souscrire les personnes qui ne procèdent pas à la souscription prévue à l'article 29 de la présente loi.

§ 2. Les personnes qui procèdent à ladite souscription, sans toutefois respecter le délai imposé par l'article 30 de la présente loi, seront punies, par mois de retard, chaque mois commencé comptant pour un mois entier, d'une amende correspondant à 8 % du montant à souscrire, sans que cette amende puisse dépasser celle prévue au § 1 du présent article.

§ 3. La loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales n'est pas applicable aux amendes prévues par les §§ 1 et 2 du présent article.

§ 4. Les articles 66 et 85 du Code pénal sont applicables aux délits prévus aux §§ 1 et 2 du présent article.

Art. 32. Le Roi règle l'exécution des articles 29 à 31 de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 10 février 1981.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,
M. EYSKENS

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
Ph. MOUREAUX

MINISTÈRE DES FINANCES
ET MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 81 — 212

10 FEVRIER 1981

Loi de redressement en matière de répression pénale
de la fraude fiscale (1)

BAUDOIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Modifications au Code des impôts sur les revenus

Article 1er. Les articles 339 à 349 du Code des impôts sur les revenus sont remplacés par les dispositions suivantes :

* Article 339. Sans préjudice des sanctions administratives, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 10 000 à 500 000 francs, celui qui, dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, contreviendra aux dispositions du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution.

(1) Session 1980-1981.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 566/1. — Rapport, n° 566/2. — Amendements, n° 566/3.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 15 janvier 1981.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat, n° 737/1. — Amendements, n° 737/2 et 4. — Rapport, n° 737/3.

Annales parlementaires. — Discussion. Séances des 3 et 5 février 1981. — Adoption. Séance du 5 février 1981.

§ 3. In geval van bezwaar of voorziening bedoeld in de artikelen 267 tot 293 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en waarvan aan de Administratie der Thesaurie het bewijs moet worden geleverd, wordt de termijn van negen maanden verminderd tot drie maanden en neemt hij een aanvang op de datum waarop de aanslag definitief wordt.

Art. 31. § 1. Met een geldboete die het dubbel bedraagt van het bedrag ten belope waarvan moet worden ingetekend, worden gestraft de personen die niet zijn overgegaan tot de in artikel 29 van deze wet bedoelde intekening.

§ 2. De personen die tot genoemde intekening overgaan zonder evenwel de door artikel 30 van deze wet opgelegde termijn te eerbiedigen, worden per maand vertraging, waarbij elke begonen maand voor een volledige maand wordt geteld, gestraft met een geldboete die overeenstemt met 8 % van het bedrag ten belope waarvan moet worden ingetekend, zonder dat deze geldboete hoger mag zijn dan die bepaald in § 1 van dit artikel.

§ 3. De wet van 5 maart 1952 betreffende de opdecimes op de strafrechtelijke geldboeten is niet van toepassing op de in §§ 1 en 2 van dit artikel bepaalde geldboeten.

§ 4. De artikelen 66 en 85 van het Strafwetboek zijn van toepassing op de in §§ 1 en 2 van dit artikel bedoelde wanbedrijven.

Art. 32. De Koning regelt de uitvoering van de artikelen 29 tot 31 van deze wet.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 februari 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,
M. EYSKENS

Gezien en met 's Lands zegel gezegd :
De Minister van Justitie,
Ph. MOUREAUX

MINISTERIE VAN FINANCIËN
EN MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 81 — 212

10 FEBRUARI 1981

Herstelwet betreffende de strafrechtelijke beteugeling
van de belastingontduiking (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Wijzigingen in het Wetboek van de inkomstenbelastingen

Artikel 1. De artikelen 339 tot 349 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen worden door de volgende bepalingen vervangen :

* Artikel 339. Onverminderd de administratieve sancties, wordt hij, die met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden, de bepalingen van dit Wetboek of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten overtreedt, gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en met geldboete van 10 000 tot 500 000 frank.

(1) Zitting 1980-1981.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet, nr. 566/1. — Verslag, nr. 566/2. — Amendementen, nr. 566/3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 15 januari 1981.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 737/1. — Amendementen, nrs. 737/2 en 4. — Verslag, nr. 737/3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergaderingen van 3 en 5 februari 1981. — Aanneming. Vergadering van 5 februari 1981.

* Article 340. Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 10 000 à 500 000 francs, celui qui, en vue de commettre une des infractions visées à l'article 339, aura commis un faux en écritures publiques, de commerce ou privées, ou qui aura fait usage d'un tel faux.

* Celui qui, sciemment, établira un faux certificat pouvant compromettre les intérêts du Trésor ou fera usage de pareil certificat, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 10 000 à 500 000 francs.

* Article 341. Celui qui fera un faux témoignage, l'interprète ou l'expert qui fera une fausse déclaration, celui qui subornera un ou plusieurs témoins, experts ou interprètes dans l'un des cas d'enquête autorisés par les articles 228, 232 et 275, sera puni conformément aux dispositions des articles 220 à 224 du Code pénal.

* Article 342. Le défaut de comparaître ou le refus de témoigner dans les enquêtes autorisées par les articles 228, 232 et 275 sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 5 000 à 50 000 francs.

* Article 343. La violation du secret professionnel, tel qu'il est défini à l'article 244, sera punie conformément aux articles 66, 67 et 458 du Code pénal.

* Article 344. En réprimant une infraction à l'article 311, le juge pourra interdire au redevable intéressé d'exercer en Belgique, directement ou indirectement, jusqu'à ce qu'il se soit mis en règle, une des activités professionnelles visées à l'article 20, 1°, 2°, c, et 3°.

* Il pourra, en outre, en motivant sa décision sur ce point, ordonner la fermeture des établissements exploités en Belgique par ces personnes, pour la durée de cette interdiction.

* Article 345. § 1er. En condamnant le titulaire d'une des professions suivantes :

- 1° conseiller fiscal;
- 2° agent d'affaires;
- 3° expert en matière fiscale ou comptable;

4° ou toute autre profession qui a pour objet de tenir ou d'aider à tenir les écritures comptables d'un ou de plusieurs contribuables, que ce soit pour compte propre ou comme dirigeant, comme membre ou comme employé de société, association, groupement ou entreprise quelconque;

5° ou plus généralement la profession consistant à conseiller ou à aider un ou plusieurs contribuables dans l'exécution des obligations définies par le présent Code ou par les arrêtés pris pour son exécution,

du chef de l'une des infractions visées aux articles 339 à 343, le jugement pourra lui interdire, pour une durée de trois mois à cinq ans, d'exercer directement ou indirectement, à quelque titre que ce soit, les professions susvisées.

* Le juge pourra, en outre, en motivant sa décision sur ce point, ordonner la fermeture, pour une durée de trois mois à cinq ans, des établissements de la société, association, groupement ou entreprise dont le condamné est dirigeant ou employé.

* § 2. L'interdiction et la fermeture visées au § 1er produiront leurs effets à compter du jour où la condamnation sera définitive.

* Article 346. Celui qui, directement ou indirectement, enfreindra l'interdiction ou la fermeture prononcée en vertu des articles 344 et 345 sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 10 000 à 500 000 francs.

* Article 347. § 1er. Sous réserve de la dérogation prévue au § 4, toutes les dispositions du Livre premier du Code pénal, à l'exception de l'article 85, sont applicables aux infractions visées par les articles 339, 340 et 346.

* § 2. La suspension de la condamnation permise par l'article 3 de la loi du 29 juin 1964, concernant la suspension, le sursis et la probation, ne peut être ordonnée en ce qui concerne les peines établies par les articles 339, 340 et 346.

* La condamnation avec sursis, permise par l'article 8 de la même loi du 29 juin 1964, n'est pas applicable aux peines pécuniaires établies par les articles 339, 340 et 346.

* § 3. La loi du 5 mars 1952, modifiée par les lois des 22 décembre 1969 et 25 juin 1975, relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales, n'est pas applicable aux infractions visées aux articles 339, 340, 342 et 346.

* Artikel 340. Met gevangenisstraf van een maand tot vijf jaar en met geldboete van 10 000 tot 500 000 frank wordt gestraft hij die, met het oogmerk om een van de in artikel 339 bedoelde misdrijven te plegen, in openbare geschriften, in handelsgeschriften of in private geschriften valsheid pleegt, of die van een zodanig vals geschrift gebruik maakt.

* Hij die wetens en wilkens een vals getuigschrift opstelt dat de belangen van de Schatkist kan schaden of die van een dergelijk getuigschrift gebruik maakt, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en met geldboete van 10 000 tot 500 000 frank.

* Artikel 341. Hij die een valse getuigenis aflegt, als tolk of als deskundige een valse verklaring aflegt, één of meer getuigen, deskundigen of tolken in één van de door de artikelen 228, 232 en 275 toegelaten informatiegevallen verleidt, wordt gestraft overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 220 tot 224 van het Strafwetboek.

* Artikel 342. De niet-verschijning of de weigering om te getuigen in de door de artikelen 228, 232 en 275 toegelaten onderzoeken wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van 5 000 tot 50 000 frank.

* Artikel 343. De schending van het bij artikel 244 bepaalde beroepsgeheim wordt gestraft overeenkomstig de artikelen 66, 67 en 458 van het Strafwetboek.

* Artikel 344. Bij de bestraffing van een overtreding van artikel 311, kan de rechter de betrokken belastingplichtige verbieden in België, rechtstreeks of onrechtstreeks, een in artikel 20, 1°, 2°, c, en 3°, bedoelde beroepswerkzaamheid uit te oefenen totdat hij zijn verplichtingen is nagekomen.

* Hij kan bovendien, mits hij zijn beslissing op dat stuk motiveert, voor de duur van dat verbod de sluiting bevelen van de door die personen in België geëxploiteerde inrichtingen.

* Artikel 345. § 1. Wanneer de beoefenaar van een van de volgende beroepen :

- 1° belastingadviseur;
- 2° zaakbezorger;
- 3° deskundige in belastingzaken of in boekhouden;

4° of enig ander beroep dat tot doel heeft voor een of meer belastingplichtigen boek te houden of te helpen houden, ofwel voor eigen rekening ofwel als hoofd, lid of bediende van enigerlei vennootschap, vereniging, groepering of onderneming;

5° of, meer in het algemeen, het beroep dat erin bestaat één of meer belastingplichtigen raad te geven of bij te staan bij het vervullen van de verplichtingen opgelegd bij dit Wetboek of bij de ter uitvoering ervan vastgestelde besluiten, wordt veroordeeld wegens een van de misdrijven bedoeld in de artikelen 339 tot 343, kan het vonnis hem verbod opleggen om gedurende drie maanden tot vijf jaar, rechtstreeks of onrechtstreeks, de hiervoren bedoelde beroepen op welke wijze ook uit te oefenen.

* De rechter kan bovendien, mits hij zijn beslissing op dat stuk motiveert, voor een duur van drie maanden tot vijf jaar de sluiting bevelen van de inrichtingen van de vennootschap, vereniging, groepering of onderneming waarvan de veroordeelde hoofd, lid of bediende is.

* § 2. Het verbod en de sluiting bedoeld in § 1 treden in werking vanaf de dag waarop de veroordeling in kracht van gewijsde is gegaan.

* Artikel 346. Hij, die rechtstreeks of onrechtstreeks, het verbod of de sluiting uitgesproken krachtens de artikelen 344 en 345 overtreedt, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en met geldboete van 10 000 tot 500 000 frank.

* Artikel 347. § 1. Onder voorbehoud van de afwijking waarin § 4 voorziet, zijn alle bepalingen van het Eerste Boek van het Strafwetboek, met uitzondering van artikel 85, van toepassing op de misdrijven bedoeld in de artikelen 339, 340 en 346.

* § 2. De opschorting van de veroordeling toegelaten door artikel 3 van de wet van 29 juni 1964, betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, kan niet worden bevolen voor de straffen bepaald in de artikelen 339, 340 en 346.

* De veroordeling met uitstel toegelaten door artikel 8 van dezelfde wet van 29 juni 1964, vindt geen toepassing op de geldstraffen bepaald door de artikelen 339, 340 en 346.

* § 3. De wet van 5 maart 1952, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1969 en 25 juni 1975, betreffende de opdecimes op de strafrechtelijke geldboeten, vindt geen toepassing op de misdrijven bedoeld in de artikelen 339, 340, 342 en 346.

* § 4. Par dérogation à l'article 40 du Code pénal, l'amende prononcée en vertu des articles 339, 340 et 346 pourra être remplacée par un emprisonnement subsidiaire d'un mois à six mois.

* § 5. Toutes les dispositions du Livre premier du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions visées par les articles 341, 342 et 343.

* Article 348. Les personnes, qui auront été condamnées comme auteurs ou complices d'infractions visées aux articles 339 à 342, seront tenues solidairement au paiement de l'impôt élué.

* Les personnes physiques ou morales seront civilement et solidairement responsables des amendes et frais résultant des condamnations prononcées en vertu des articles 339 à 346 contre leurs préposés ou leurs administrateurs, gérants ou liquidateurs.

* Article 349. Le juge pourra ordonner que tout jugement ou arrêt portant condamnation à une peine d'emprisonnement prononcée en vertu des articles 339 à 342 et 346, soit affiché dans les lieux qu'il détermine et soit publié, éventuellement par extrait, selon le mode qu'il fixe, le tout aux frais du condamné.

* Il pourra en être de même de toute décision prononcée en vertu des articles 344 et 345, portant interdiction d'exercer une activité professionnelle en Belgique ou ordonnant la fermeture d'établissements exploités dans le pays. »

Art. 2. § 1er. Dans l'article 350, alinéa 2, du même Code, les mots « Si, avant la clôture des débats, l'autorité » sont remplacés par les mots « Si, avant la clôture des débats devant une juridiction répressive, une autre autorité ».

§ 2. L'article 234 du même Code est abrogé.

§ 3. A l'article 244 du même Code, le dernier alinéa est abrogé.

Modifications au Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus

Art. 3. A l'article 2 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les termes « 313 à 333 et 341 à 350 » sont remplacés par les termes « et 313 à 333 »;

2° l'alinéa 3 est remplacé par le texte suivant :

« Les infractions aux dispositions du présent Code et aux arrêtés pris pour son exécution sont punies des mêmes peines que celles qui sont prévues par les articles 335, 339 à 343 et 345 à 350 du Code des impôts sur les revenus, en tenant compte des conditions prévues par ces articles, sauf dans la mesure où ceux-ci font référence à des dispositions qui ne sont pas applicables à la matière des taxes assimilées aux impôts sur les revenus. »

Art. 4. Dans l'article 38, alinéa 2, du même Code, les mots : « Les articles 40, alinéa 3, et 41 sont applicables » sont remplacés par les mots « L'article 40, alinéa 3, est applicable ».

Art. 5. Dans l'article 39 du même Code, la phrase « Tout refus opposé à ce contrôle est passible de l'amende fixée par l'article 41 » est supprimée.

Art. 6. § 1er. L'intitulé du chapitre XII du titre II du même Code est remplacé par le suivant :

« CHAPITRE XII. — Sanctions »

§ 2. L'article 41 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Article 41. A défaut de paiement de la taxe, le tribunal peut prononcer la confiscation de la marque d'immatriculation afférente au véhicule et ordonner la restitution de cette marque à l'Office de la circulation routière. »

Art. 7. § 1er. L'intitulé du chapitre IX du titre III du même Code est remplacé par le suivant :

« CHAPITRE IX. — Sanctions »

§ 2. Les articles 69, 70 et 71 du même Code sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 69. Sans préjudice de l'application des dispositions du chapitre VII du Livre premier du Code pénal, est considéré, suivant le cas, comme auteur, coauteur ou complice des infractions aux dispositions du présent titre III ou aux mesures prises pour leur exécution, quiconque, sciemment, organise ou exploite des

* § 4. In afwijking van artikel 40 van het Strafwetboek kan de krachtens de artikelen 339, 340 en 346 uitgesproken geldboete worden vervangen door gevangenisstraf van een maand tot zes maanden.

* § 5. Alle bepalingen van het Eerste Boek van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op de in de artikelen 341, 342 en 343 bedoelde misdrijven.

* Artikel 348. Personen die als daders of als medeplichtigen van misdrijven bedoeld in de artikelen 339 tot 342 werden veroordeeld, zijn hoofdelijk gehouden tot betaling van de ontdoken belasting.

* De natuurlijke personen of de rechtspersonen zijn burgerlijk en hoofdelijk aansprakelijk voor de geldboeten en kosten die het gevolg zijn van de veroordelingen welke krachtens de artikelen 339 tot 346 tegen hun aangestelden of beheerders, zaakvoerders of vereffenaars zijn uitgesproken.

* Artikel 349. De rechter kan bevelen dat ieder vonnis of arrest houdende veroordeling tot een gevangenisstraf, uitgesproken krachtens de artikelen 339 tot 342 en 346, wordt aangeplakt in de plaatsen die hij bepaalt en, eventueel bij uittreksel, wordt bekendgemaakt op de wijze die hij bepaalt, een en ander op kosten van de veroordeelde.

* Hetzelfde kan gelden voor iedere krachtens de artikelen 344 en 345 uitgesproken beslissing tot verbod van het uitoefenen van een beroepsverzaamheid in België of tot sluiting van de in het land geëxploiteerde inrichtingen. »

Art. 2. § 1. In artikel 350, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « Indien, vóór het sluiten van de debatten, bij de » vervangen door de woorden : « Indien, vóór het sluiten van de debatten voor een strafrecht, bij een andere ».

§ 2. Artikel 234 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

§ 3. In artikel 244 van hetzelfde Wetboek wordt het laatste lid opgeheven.

Wijzigingen in het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen

Art. 3. In artikel 2 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « 313 tot 333 en 341 tot 350 » vervangen door « en 313 tot 333 »;

2° het derde lid wordt door de volgende tekst vervangen :

« De overtredingen van de bepalingen van dit Wetboek en van de besluiten tot uitvoering ervan worden gestraft met dezelfde straffen als gesteld zijn in de artikelen 335, 339 tot 343 en 345 tot 350 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, met inachtneming van de voorwaarden in die artikelen bepaald, behalve in zover daarin wordt verwezen naar bepalingen die geen toepassing vinden inzake met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen. »

Art. 4. In artikel 38, lid 2, van hetzelfde Wetboek worden de woorden : « De artikelen 40, derde lid, en 41 zijn » vervangen door de woorden « Artikel 40, derde lid, is ».

Art. 5. In artikel 39 van hetzelfde Wetboek wordt de zin « Elk verzet tegen deze controle is strafbaar met de bij artikel 41 bepaalde geldboete » geschrapt.

Art. 6. § 1. Het opschrift van hoofdstuk XII van titel II van hetzelfde Wetboek wordt door het volgende opschrift vervangen :

« HOOFDSTUK XII. — Sancties »

§ 2. Artikel 41 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 41. Wanneer de belasting niet is betaald kan de rechtbank de nummerplaat van het voertuig verbeurd verklaren en de teruggave ervan bevelen aan de Dienst van het Wegverkeer. »

Art. 7. § 1. Het opschrift van hoofdstuk IX van titel III van hetzelfde Wetboek wordt door het volgende opschrift vervangen :

« HOOFDSTUK IX. — Sancties »

§ 2. De artikelen 69, 70 en 71 van hetzelfde Wetboek worden door de volgende bepalingen vervangen :

« Artikel 69. Onverminderd de toepassing van de bepalingen van hoofdstuk VII van het Eerste Boek van het Strafwetboek, wordt, naar het geval, als dader, mededader of medeplichtige van de overtredingen van de bepalingen van deze titel III of van de ter uitvoering ervan genomen maatregelen beschouwd, hij die

jeux ou des paris, en quelque lieu ou sous quelque forme que ce soit, en public ou autrement, participe à cette organisation ou à cette exploitation en offrant de jouer ou de parier ou en jouant ou en pariant directement ou par intermédiaire ou encore offre de recevoir, recueille ou verse des fonds destinés au service des jeux ou des paris. »

« Article 70. Sans préjudice de l'application de l'article 2, alinéa 3, les infractions aux dispositions du présent titre III ou aux mesures prises pour leur exécution peuvent entraîner :

1° la confiscation des fonds ou effets exposés aux jeux ou aux paris, ainsi que des fonds ou effets destinés au service des jeux ou des paris et trouvés en la possession des délinquants au moment de la constatation de la contravention;

2° la fermeture de l'établissement ou l'interdiction d'accepter des enjeux ou des paris pour une durée de dix à trente jours. S'il s'agit, soit d'un refus de respecter les mesures réglementaires de contrôle, de fournir une garantie ou de payer la taxe, soit d'une opposition à l'action des agents de surveillance, la fermeture ou l'interdiction est maintenue aussi longtemps que dure ce refus ou cette opposition.

« La fermeture de l'établissement ou l'interdiction d'accepter des enjeux ou des paris est prononcée par le Ministre des finances ou son délégué et elle est notifiée au procureur du Roi compétent qui en assure l'exécution.

« Dans les dix jours de sa notification, la décision ordonnant la fermeture de l'établissement ou l'interdiction d'accepter des enjeux ou des paris peut faire l'objet d'un recours auprès du président du tribunal de première instance siégeant en référé, le président compétent étant celui du ressort dont dépend la commune dans laquelle est situé l'établissement ou dans laquelle les enjeux ou les paris ont été acceptés.

« Le recours ne suspend pas l'exécution de la décision quand celle-ci est prise en raison, soit d'un refus de respecter les mesures réglementaires de contrôle, de fournir une garantie ou de payer la taxe, soit d'une opposition à l'action des agents de surveillance.

« Article 71. Celui qui, soit directement, soit indirectement, soit par l'interposition de personnes, enfreint la fermeture ou l'interdiction prononcée en vertu de l'article 70, est puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 10 000 à 500 000 francs. »

§ 3. L'article 72 est rétabli dans la version suivante :

« Article 72. La loi du 5 mars 1952, modifiée par les lois du 22 décembre 1969 et 29 juin 1975, relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales, n'est pas applicable à l'article 71. »

Art. 8. L'article 67, § 4, l'article 73 et l'article 90 du même Code sont abrogés.

Modification au Code de la taxe sur la valeur ajoutée

Art. 9. Les articles 73 et 74 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 73. Sans préjudice des amendes fiscales, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 10 000 à 500 000 francs, celui qui, dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, contreviendra aux dispositions du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution.

« Article 73bis. Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 10 000 à 500 000 francs, celui qui, en vue de commettre une des infractions visées à l'article 73, aura commis un faux en écritures publiques, de commerce ou privées, ou qui aura fait usage d'un tel faux.

« Celui qui, sciemment, établira un faux certificat pouvant compromettre les intérêts du Trésor ou fera usage de pareil certificat, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 10 000 à 500 000 francs.

« Article 73ter. § 1er. En condamnant le titulaire d'une des professions suivantes :

- 1° conseiller fiscal;
- 2° agent d'affaires;
- 3° expert en matière fiscale ou comptable;

wetens, op welke plaats en onder welke vorm ook, in het openbaar of op een andere wijze, spelen of weddenschappen inricht of exploiteert, aan die inrichting of aan die exploitatie deelneemt door spelen of weddenschappen aan te bieden of door rechtstreeks of met hulp van een tussenpersoon te spelen of te wedden, of nog, zich aanbiedt om gelden bestemd tot de dienst van spelen of van weddenschappen in ontvangst te nemen, ze inzamelt of ze stort. »

« Artikel 70. Onverminderd de toepassing van artikel 2, lid 3, kunnen de overtredingen van de bepalingen van deze titel III of van de ter uitvoering ervan genomen maatregelen aanleiding geven tot :

1° de verbeurdverklaring van de gelden of effecten bij spelen of weddenschappen ingezet, alsmede de gelden of effecten bestemd tot de dienst van de spelen of de weddenschappen in het bezit gevonden van de overtreders op het ogenblik dat het misdrijf wordt vastgesteld;

2° de sluiting van de inrichting of het verbod inzetten of weddenschappen aan te nemen voor een duur van tien dagen tot dertig dagen. Wanneer het gaat om een weigering de reglementaire controlemaatregelen na te leven, een waarborg te stellen of de belasting te betalen, ofwel, om een verzet tegen het optreden van de agenten van toezicht, wordt de sluiting of het verbod gehandhaafd zolang die weigering of dat verzet blijft bestaan.

« De sluiting van de inrichting of het verbod inzetten of weddenschappen aan te nemen wordt door de Minister van Financiën of zijn gedelegeerde uitgesproken; hiervan wordt kennis gegeven aan de bevoegde procureur des Konings die voor de uitvoering ervan zorgt.

« De beslissing tot sluiting van de inrichting of tot verbod om inzetten of weddenschappen aan te nemen kan, binnen tien dagen van haar kennisgeving, het voorwerp zijn van een verhaal bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg zetelend in kortgeding in wiens bevoegdheid de gemeente valt waar de inrichting gevestigd is of waar de inzetten of de weddenschappen werden aangenomen.

« De voorziening schorst de uitvoering van de beslissing niet wanneer deze laatste genomen werd wegens de weigering de reglementaire controlemaatregelen na te leven, een waarborg te stellen of de belasting te betalen, ofwel, wegens het verzet tegen het optreden van de agenten van toezicht. »

« Artikel 71. Hij die, hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks, hetzij door een tussenpersoon, de sluiting of het verbod uitgesproken krachtens artikel 70 schendt, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en met boete van 10 000 tot 500 000 frank. »

§ 3. Artikel 72 wordt opnieuw ingevoerd in de volgende versie :

« Artikel 72. De wet van 5 maart 1952, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1969 en 29 juni 1975, betreffende de opdecimes op de strafrechtelijke geldboeten, vindt geen toepassing op de misdrijven bedoeld in artikel 71. »

Art. 8. Artikel 67, § 4, artikel 73 en artikel 90 van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Wijzigingen in het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde

Art. 9. De artikelen 73 en 74 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde worden door de volgende bepalingen vervangen :

« Artikel 73. Onverminderd de fiscale geldboeten, wordt hij die met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden, de bepalingen van dit Wetboek of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten overtreedt, gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en met geldboete van 10 000 tot 500 000 frank.

« Artikel 73bis. Met gevangenisstraf van een maand tot vijf jaar en met geldboete van 10 000 tot 500 000 frank wordt gestraft hij die, met het oogmerk om een van de in artikel 73 bedoelde misdrijven te plegen, in openbare geschriften, in handelsgeschriften of in private geschriften valsheid pleegt, of die van een zodanig vals geschrift gebruik maakt.

« Hij die wetens en willens een vals getuigschrift opstelt dat de belangen van de Schatkist kan schaden of die van een dergelijk getuigschrift gebruik maakt, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en met geldboete van 10 000 tot 500 000 frank.

« Artikel 73ter. § 1. Wanneer de beoefenaar van een van de volgende beroepen :

- 1° belastingadviseur;
- 2° zaakbezorger;
- 3° deskundige in belastingzaken of in boekhouden;

4° ou toute autre profession qui a pour objet de tenir ou d'aider à tenir les écritures comptables d'un ou de plusieurs contribuables, que ce soit pour compte propre ou comme dirigeant, comme membre ou comme employé de société, association, groupement ou entreprise quelconque;

5° ou plus généralement la profession consistant à conseiller ou à aider un ou plusieurs contribuables dans l'exécution des obligations définies par le présent Code ou par les arrêtés pris pour son exécution,

du chef de l'une des infractions visées aux articles 73 et 73bis, le jugement pourra lui interdire, pour une durée de trois mois à cinq ans, d'exercer directement ou indirectement, à quelque titre que ce soit, les professions susvisées.

« Le juge pourra, en outre, en motivant sa décision sur ce point, ordonner la fermeture pour une durée de trois mois à cinq ans, des établissements de la société, association, groupement ou entreprise dont le condamné est dirigeant, membre ou employé.

« § 2. L'interdiction et la fermeture visées au § 1er produiront leurs effets à compter du jour où la condamnation sera définitive.

« Article 73quater. Celui qui, directement ou indirectement, enfreindra l'interdiction ou la fermeture prononcée en vertu de l'article 73ter, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 10 000 à 500 000 francs.

« Article 73quinquies. § 1er. Sous réserve de la dérogation prévue au § 4, toutes les dispositions du Livre premier du Code pénal, à l'exception de l'article 85, sont applicables aux infractions visées par les articles 73, 73bis et 73quater.

« § 2. La suspension de la condamnation, permise par l'article 3 de la loi du 29 juin 1964, concernant la suspension, le sursis et la probation, ne peut être ordonnée en ce qui concerne les peines établies par les articles 73, 73bis et 73quater.

« La condamnation avec sursis, permise par l'article 3 de la même loi du 29 juin 1964, n'est pas applicable aux peines pécuniaires établies par les articles 73, 73bis et 73quater.

« § 3. La loi du 5 mars 1952, modifiée par les lois des 22 décembre 1969 et 25 juin 1975, relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales, n'est pas applicable aux infractions visées aux articles 73, 73bis et 73quater.

« § 4. Par dérogation à l'article 40 du Code pénal, l'amende prononcée en vertu des articles 73, 73bis et 73quater, pourra être remplacée par un emprisonnement subsidiaire d'un mois à six mois.

« Article 73sexies. Les personnes qui auront été condamnées comme auteurs ou complices d'infractions visées aux articles 73 et 73bis seront solidairement tenues au paiement de l'impôt éludé.

« Les personnes physiques ou morales seront civilement et solidairement responsables des amendes et frais résultant des condamnations prononcées en vertu des articles 73 à 73quater contre leurs préposés ou leurs administrateurs, gérants ou liquidateurs.

« Article 73septies. Le juge pourra ordonner que tout jugement ou arrêt portant condamnation à une peine d'emprisonnement prononcée en vertu des articles 73, 73bis et 73quater, soit affiché dans les lieux qu'il détermine et soit publié, éventuellement par extrait, selon le mode qu'il fixe, de tout aux frais du condamné.

« Il pourra en être de même de toute décision prononcée en vertu de l'article 73ter, portant interdiction d'exercer une activité professionnelle en Belgique ou ordonnant la fermeture d'établissements exploités dans le pays.

« Article 73octies. La violation du secret professionnel, tel qu'il est défini à l'article 93bis, sera punie conformément aux articles 66, 67 et 458 du Code pénal.

« Article 74. L'action publique est exercée par le ministère public.

« Si, avant la clôture des débats devant une juridiction répressive, une autre autorité judiciaire est saisie d'une contestation qui porte sur l'application d'une disposition du présent Code ou d'un arrêté pris pour son exécution, le juge saisi de l'action publique peut, si la solution de la contestation lui paraît de nature à exercer une influence sur cette action, surseoir à statuer sur les préventions ou sur l'une d'elles, jusqu'à ce qu'il ait été mis fin à la contestation par une décision coulée en force de chose jugée. Pendant la durée de la surséance, la prescription est suspendue. »

4° of enig ander beroep dat tot doel heeft voor een of meer belastingplichtigen boek te houden of te helpen houden, ofwel voor eigen rekening ofwel als hoofd, lid of bediende van enigerlei vennootschap, vereniging, groepering of onderneming;

5° of, meer in het algemeen, het beroep dat erin bestaat een of meer belastingplichtigen raad te geven of bij te staan bij het vervullen van de verplichtingen opgelegd bij dit Wetboek of bij de ter uitvoering ervan vastgestelde besluiten,

wordt veroordeeld wegens een van de misdrijven bedoeld in de artikelen 73 en 73bis, kan het vonnis hem verbod opleggen om gedurende drie maanden tot vijf jaar, rechtstreeks of onrechtstreeks, de hiervoren bedoelde beroepen op welke wijze ook uit te oefenen.

« De rechter kan bovendien, mits hij zijn beslissing op dat stuk motiveert, voor een duur van drie maanden tot vijf jaar de sluiting bevelen van de inrichtingen van de vennootschap, vereniging, groepering of onderneming waarvan de veroordeelde hoofd, lid of bediende is.

« § 2. Het verbod en de sluiting bedoeld in § 1 treden in werking vanaf de dag waarop de veroordeling in kracht van gewijsde is gegaan.

« Artikel 73quater. Hij die, rechtstreeks of onrechtstreeks, het verbod of de sluiting uitgesproken krachtens artikel 73ter overtreedt, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en geldboete van 10 000 tot 500 000 frank.

« Artikel 73quinquies. § 1. Onder voorbehoud van de afwijking waarin § 4 voorziet, zijn alle bepalingen van het Eerste Boek van het Strafwetboek, met uitzondering van artikel 85, van toepassing op de misdrijven bedoeld in de artikelen 73, 73bis en 73quater.

« § 2. De opschorting van de veroordeling toegelaten door artikel 3 van de wet van 29 juni 1964, betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, kan niet worden bevolen voor de straffen bepaald in de artikelen 73, 73bis en 73quater.

« De veroordeling met uitstel toegelaten door artikel 3 van dezelfde wet van 29 juni 1964, vindt geen toepassing op de geldstraffen bepaald door de artikelen 73, 73bis en 73quater.

« § 3. De wet van 5 maart 1952, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1969 en 25 juni 1975, betreffende de opdecimes op de strafrechtelijke geldboeten, vindt geen toepassing op de misdrijven bedoeld in de artikelen 73, 73bis en 73quater.

« § 4. In afwijking van artikel 40 van het Strafwetboek, kan de krachtens de artikelen 73, 73bis en 73quater uitgesproken geldboete worden vervangen door gevangenisstraf van één maand tot zes maanden.

« Artikel 73sexies. Personen die als daders of als medeplichtigen van misdrijven bedoeld in de artikelen 73 en 73bis werden veroordeeld, zijn hoofdelijk gehouden tot betaling van de ontrokken belasting.

« De natuurlijke personen of de rechtspersonen zijn burgerlijk en hoofdelijk aansprakelijk voor de geldboeten en kosten die het gevolg zijn van de veroordelingen welke krachtens de artikelen 73 tot 73quater tegen hun aangestelden of beheerders, zaakvoerders of vereffenaars zijn uitgesproken.

« Artikel 73septies. De rechter kan bevelen dat ieder vonnis of arrest houdende veroordeling tot een gevangenisstraf, uitgesproken krachtens de artikelen 73, 73bis en 73quater, wordt aangeplakt in de plaatsen die hij bepaalt en, eventueel bij uittreksel, wordt bekendgemaakt op de wijze die hij bepaalt, een en ander op kosten van de veroordeelde.

« Hetzelfde kan gelden voor iedere krachtens artikel 73ter uitgesproken beslissing tot verbod van het uitoefenen van een beroeps werkzaamheid in België of tot sluiting van de in het land geëxploiteerde inrichtingen.

« Artikel 73octies. De schending van het bij artikel 93bis bepaalde beroepsgeheim wordt gestraft overeenkomstig de artikelen 66, 67 en 458 van het Strafwetboek.

« Artikel 74. De strafvordering wordt uitgeoefend door het openbaar ministerie.

« Indien, vóór het sluiten van de debatten voor een strafgericht, bij een andere gerechtelijke overheid een geschil aanhangig wordt gemaakt over de toepassing van een bepaling van dit Wetboek of een ter uitvoering ervan genomen besluit, kan de rechter bij wie de strafvordering aanhangig is, de uitspraak over de toelastleggingen of over één ervan uitstellen wanneer de oplossing van het geschil hem van die aard schijnt dat zij een invloed kan hebben op de strafvordering, en zulks tot op het ogenblik dat aan het geschil een einde is gesteld door een in kracht van gewijsde gegane beslissing. Tijdens dat uitstel is de verjaring van de strafvordering geschorst. »

Art. 10. § 1er. A l'article 72 du même Code, les mots « celle qui figure à l'article 73 » sont remplacés par les mots « celles qui figurent aux articles 73, 73bis et 73quater ».

§ 2. L'article 93bis, dernier alinéa, du même Code est abrogé.

Modifications au Code des taxes assimilées au timbre

Art. 11. L'article 207 du Code des taxes assimilées au timbre est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 207. Sans préjudice des amendes fiscales, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 10 000 à 500 000 francs, celui qui, dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, contreviendra aux dispositions du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution.

« Article 207bis. Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 10 000 à 500 000 francs, celui qui, en vue de commettre une des infractions visées à l'article 207, aura commis un faux en écritures publiques, de commerce ou privées, ou qui aura fait usage d'un tel faux.

« Celui qui, sciemment, établira un faux certificat pouvant compromettre les intérêts du Trésor ou fera usage de pareil certificat sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 10 000 à 500 000 francs.

« Article 207ter. § 1er. En condamnant la titulaire d'une des professions suivantes :

- 1° conseiller fiscal;
- 2° agent d'affaires;
- 3° expert en matière fiscale ou comptable;

4° ou toute autre profession qui a pour objet de tenir ou d'aider à tenir les écritures comptables d'un ou de plusieurs contribuables, que ce soit pour compte propre ou comme dirigeant, comme membre ou comme employé de société, association, groupement ou entreprise quelconque;

5° ou plus généralement la profession consistant à conseiller ou à aider un ou plusieurs contribuables dans l'exécution des obligations définies par le présent Code ou par les arrêtés, pris pour son exécution,

du chef de l'une des infractions visées aux articles 207 et 207bis, le jugement pourra lui interdire, pour une durée de trois mois à cinq ans, d'exercer directement ou indirectement à quelque titre que ce soit, les professions susvisées.

« Le juge pourra, en outre, en motivant sa décision sur ce point, ordonner la fermeture, pour une durée de trois mois à cinq ans, des établissements de la société, association, groupement ou entreprise dont le condamné est dirigeant, membre ou employé.

« § 2. L'interdiction et la fermeture visées au § 1er produiront leurs effets à compter du jour où la condamnation sera définitive.

« Article 207quater. Celui qui, directement ou indirectement, enfreindra l'interdiction ou la fermeture prononcée en vertu de l'article 207ter, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 10 000 à 500 000 francs.

« Article 207quinquies. § 1er. Sous réserve de la dérogation prévue au § 4, toutes les dispositions du Livre premier du Code pénal, à l'exception de l'article 85, sont applicables aux infractions visées par les articles 207, 207bis et 207quater.

« § 2. La suspension de la condamnation, permise par l'article 3 de la loi du 29 juin 1964, concernant la suspension, le sursis et la probation, ne peut être ordonnée en ce qui concerne les peines établies par les articles 207, 207bis et 207quater.

« La condamnation avec sursis permise par l'article 8 de la même loi du 29 juin 1964, n'est pas applicable aux peines pécuniaires établies par les articles 207, 207bis et 207quater.

« § 3. La loi du 5 mars 1952, modifiée par les lois des 22 décembre 1969 et 25 juin 1975, relatives aux décimes additionnels sur les amendes pénales, n'est pas applicable aux infractions visées aux articles 207, 207bis et 207quater.

« § 4. Par dérogation à l'article 40 du Code pénal, l'amende prononcée en vertu des articles 207, 207bis et 207quater, pourra être remplacée par un emprisonnement subsidiaire d'un mois à six mois.

Art. 10. § 1. In artikel 72 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « artikel 73 » vervangen door de woorden « de artikelen 73, 73bis en 73quater ».

§ 2. Artikel 93bis, laatste lid, van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Wijzigingen in het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen

Art. 11. Artikel 207 van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Artikel 207. Onverminderd de fiscale geldboeten, wordt hij die met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden, de bepalingen van dit Wetboek of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten overtreedt, gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en met geldboete van 10 000 tot 500 000 frank.

« Artikel 207bis. Met gevangenisstraf van een maand tot vijf jaar en met geldboete van 10 000 tot 500 000 frank wordt gestraft, hij die, met het oogmerk om een van de in artikel 207 bedoelde misdrijven te plegen, in openbare geschriften, in handelsgeschriften of in private geschriften valsheid pleegt, of die van een zodanig vals geschrift gebruik maakt.

« Hij die wetens en wilkens een vals getuigschrift opstelt dat de belangen van de Schatkist kan schaden of die van een dergelijk getuigschrift gebruik maakt, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en met geldboete van 10 000 tot 500 000 frank.

« Artikel 207ter. § 1. Wanneer de beoefenaar van een van de volgende beroepen :

- 1° belastingadviseur;
- 2° zaakbezorger;
- 3° deskundige in belastingzaken of in boekhouden;

4° of enig ander beroep dat tot doel heeft voor een of meer belastingplichtigen boek te houden of te helpen houden, ofwel voor eigen rekening ofwel als hoofd, lid of bediende van enigerlei vennootschap, vereniging, groepering of onderneming;

5° of, meer in het algemeen, het beroep dat erin bestaat een of meer belastingplichtigen raad te geven of bij te staan bij het vervullen van de verplichtingen opgelegd bij dit Wetboek of bij de ter uitvoering ervan vastgestelde besluiten,

wordt veroordeeld wegens een van de misdrijven bedoeld in de artikelen 207 en 207bis, kan het vonnis hem verbod opleggen om gedurende drie maanden tot vijf jaar, rechtstreeks of onrechtstreeks, de hiervoren bedoelde beroepen op welke wijze ook uit te oefenen.

« De rechter kan bovendien, mits hij zijn beslissing op dat stuk motiveert, voor een duur van drie maanden tot vijf jaar de sluiting bevelen van de inrichtingen van de vennootschap, vereniging, groepering of onderneming waarvan de veroordeelde hoofd, lid of bediende is.

« § 2. Het verbod en de sluiting bedoeld in § 1 treden in werking vanaf de dag waarop de veroordeling in kracht van gewijsde is gegaan.

« Artikel 207quater. Hij die, rechtstreeks of onrechtstreeks, het verbod of de sluiting uitgesproken krachtens artikel 207ter overtreedt, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en geldboete van 10 000 tot 500 000 frank.

« Artikel 207quinquies. § 1. Onder voorbehoud van de afwijking waarin § 4 voorziet, zijn alle bepalingen van het Eerste Boek van het Strafwetboek, met uitzondering van artikel 85, van toepassing op de misdrijven bedoeld in de artikelen 207, 207bis en 207quater.

« § 2. De opschorting van de veroordeling toegelaten door artikel 3 van de wet van 29 juni 1964, betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, kan niet worden bevolen voor de straffen bepaald in de artikelen 207, 207bis en 207quater.

« De veroordeling met uitstel toegelaten door artikel 8 van dezelfde wet van 29 juni 1964, vindt geen toepassing op de geldstraffen bepaald door de artikelen 207, 207bis en 207quater.

« § 3. De wet van 5 maart 1952, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1969 en 25 juni 1975, betreffende de opdecimes op de strafrechtelijke geldboeten, vindt geen toepassing op de misdrijven bedoeld in de artikelen 207, 207bis en 207quater.

« § 4. In afwijking van artikel 40 van het Strafwetboek kan de krachtens de artikelen 207, 207bis en 207quater uitgesproken geldboete worden vervangen door gevangenisstraf van een maand tot zes maanden.

* Article 207series. Les personnes qui auront été condamnées comme auteurs ou complices d'infractions visées aux articles 207 et 207bis seront tenues solidairement au paiement de l'impôt échu.

* Les personnes physiques ou morales seront civilement et solidairement responsables des amendes et frais résultant des condamnations prononcées en vertu des articles 207 à 207quater contre leurs préposés ou leurs administrateurs, gérants ou liquidateurs.

* Article 207septies. Le juge pourra ordonner que tout jugement ou arrêt portant condamnation à une peine d'emprisonnement prononcée en vertu des articles 207, 207bis et 207quater, soit affiché dans les lieux qu'il détermine et soit publié, éventuellement par extrait, selon le mode qu'il fixe, le tout aux frais du condamné.

* Il pourra en être de même de toute décision prononcée en vertu de l'article 207ter portant interdiction d'exercer une activité professionnelle en Belgique ou ordonnant la fermeture d'établissements exploités dans le pays.

* Article 207octies. La violation du secret professionnel, tel qu'il est défini à l'article 212, sera punie conformément aux articles 66, 67 et 458 du Code pénal.

* Article 207nonies. L'action publique est exercée par le ministère public.

Si, avant la clôture des débats devant une juridiction répressive, une autre autorité judiciaire est saisie d'une contestation qui porte sur l'application d'une disposition du présent Code ou d'un arrêté pris pour son exécution, le juge saisi de l'action publique peut, si la solution de la contestation lui paraît de nature à exercer une influence sur cette action, surseoir à statuer sur les préventions ou sur l'une d'elles, jusqu'à ce qu'il ait été mis fin à la contestation par une décision coulée en force de chose jugée. Pendant la durée de la surséance, la prescription est suspendue.

Art. 12. L'article 212, dernier alinéa, du même Code, est abrogé

Modifications au Code des droits d'enregistrement d'hypothèque et de greffe

Art. 13. Les articles 206 et 207 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, sont remplacés par les dispositions suivantes :

* Article 206. Sans préjudice des amendes fiscales, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 10 000 à 500 000 francs, celui qui, dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, contreviendra aux dispositions du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution.

* Article 206bis. Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 10 000 à 500 000 francs, celui qui, en vue de commettre une des infractions visées à l'article 206, aura commis un faux en écritures publiques, de commerce ou privées, ou qui aura fait usage d'un tel faux.

* Celui qui, sciemment, établira un faux certificat pouvant compromettre les intérêts du Trésor ou fera usage de pareil certificat, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 10 000 à 500 000 francs.

* Article 207. § 1er. En condamnant le titulaire d'une des professions suivantes :

1° conseiller fiscal;

2° agent d'affaires;

3° expert en matière fiscale ou comptable;

4° ou toute autre profession qui a pour objet de tenir ou d'aider à tenir les écritures comptables d'un ou de plusieurs contribuables, que ce soit pour compte propre ou comme dirigeant, comme membre ou comme employé de société, association, groupement ou entreprise quelconque;

5° ou plus généralement la profession consistant à conseiller ou à aider un ou plusieurs contribuables dans l'exécution des obligations définies par le présent Code ou par les arrêtés pris pour son exécution,

du chef de l'une des infractions visées aux articles 206 et 206bis, le jugement pourra lui interdire, pour une durée de trois mois à cinq ans, d'exercer directement ou indirectement, à quelque titre que ce soit, les professions susvisées.

* Artikel 207series. Personen die als daders of als medeplichtigen van misdrijven bedoeld in de artikelen 207 en 207bis werden veroordeeld, zijn hoofdelijk gehouden tot betaling van de ontrokken belasting.

* De natuurlijke personen of de rechtspersonen zijn burgerlijk en hoofdelijk aansprakelijk voor de geldboeten en kosten die het gevolg zijn van de veroordelingen welke krachtens de artikelen 207 tot 207quater tegen hun aangestelden of beheerders, zaakvoerders of vereffenaars zijn uitgesproken.

* Artikel 207septies. De rechter kan bevelen dat ieder vonnis of arrest houdende veroordeling tot een gevangenisstraf, uitgesproken krachtens de artikelen 207, 207bis en 207quater, wordt aangeplakt in de plaatsen die hij bepaalt en, eventueel bij uitbreiding, wordt bekendgemaakt op de wijze die hij bepaalt, een en ander op kosten van de veroordeelde.

* Hetzelfde kan gelden voor iedere krachtens artikel 207ter uitgesproken beslissing tot verbod van het uitoefenen van een beroepswerkzaamheid in België of tot sluiting van de in het land geëxploiteerde inrichtingen.

* Artikel 207octies. De schending van het bij artikel 212 bepaalde beroepsgeheim wordt gestraft overeenkomstig de artikelen 66, 67 en 458 van het Strafwetboek.

* Artikel 207nonies. De strafvordering wordt uitgeoefend door het openbaar ministerie.

* Indien, vóór het sluiten van de debatten voor een strafgevecht, bij een andere gerechtelijke overheid een geschil aanhangig wordt gemaakt over de toepassing van een bepaling van dit Wetboek of een ter uitvoering ervan genomen besluit, kan de rechter bij wie de strafvordering aanhangig is, de uitspraak over de telastleggingen of over één ervan uitstellen wanneer de oplossing van het geschil hem van die aard schijnt dat zij een invloed kan hebben op de strafvordering, en zulks tot op het ogenblik dat aan het geschil een einde is gemaakt door een in kracht van gewijsde gegane beslissing. Tijdens dat uitstel is de verjaring van de strafvordering geschorst.

Art. 12. Artikel 212, laatste lid, van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Wijzigingen in het Wetboek der registratie, hypotheek- en griffierechten

Art. 13. De artikelen 206 en 207 van het Wetboek der registratie, hypotheek- en griffierechten, worden vervangen door de volgende bepaling :

* Artikel 206. Onverminderd de fiscale geldboeten wordt hij die met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden, de bepalingen van dit Wetboek of de ter uitvoering ervan genomen besluiten overtreedt, gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en met geldboete van 10 000 tot 500 000 frank.

* Artikel 206bis. Met gevangenisstraf van een maand tot vijf jaar en met geldboete van 10 000 tot 500 000 frank wordt gestraft hij die, met het oogmerk om een van de in artikel 206 bedoelde misdrijven te plegen, in openbare geschriften, in handelsgeschriften of in private geschriften valsheid pleegt, of die van een zodanig vals geschrift gebruik maakt.

* Hij die wetens en willens een vals getuigschrift opstelt dat de belangen van de Schatkist kan schaden of die van een dergelijk getuigschrift gebruik maakt, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en met geldboete van 10 000 tot 500 000 frank.

* Artikel 207. § 1. Wanneer de beoefenaar van een van de volgende beroepen :

1° belastingadviseur;

2° zaakbezoerger;

3° deskundige in belastingzaken of in boekhouden;

4° of enig ander beroep dat tot doel heeft voor een of meer belastingplichtigen boek te houden of te helpen houden, ofwel voor eigen rekening ofwel als hoofd, lid of bediende van enige vereniging, vennootschap, vereniging, groepering of onderneming;

5° of, meer in het algemeen, het beroep dat erin bestaat een of meer belastingplichtigen raad te geven of bij te staan bij het vervullen van de verplichtingen opgelegd bij dit Wetboek of bij de ter uitvoering ervan vastgestelde besluiten,

wordt veroordeeld wegens een van de misdrijven bedoeld in de artikelen 206 en 206bis, kan het vonnis hem verbod opleggen om gedurende drie maanden tot vijf jaar, rechtstreeks of onrechtstreeks, de hiervoren bedoelde beroepen op welke wijze ook uit te oefenen.

* Le juge pourra, en outre, en motivant sa décision sur ce point, ordonner la fermeture, pour une durée de trois mois à cinq ans, des établissements de la société, association, groupement ou entreprise dont le condamné est dirigeant, membre ou employé.

* § 2. L'interdiction et la fermeture visées au § 1er produiront leurs effets à compter du jour ou la condamnation sera définitive.

* Article 207bis. Celui qui, directement ou indirectement, enfreindra l'interdiction ou la fermeture prononcée en vertu de l'article 207, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 10 000 à 500 000 francs.

* Article 207ter. § 1er. Sous réserve de la dérogation prévue au § 4, toutes les dispositions du Livre premier du Code pénal, à l'exception de l'article 85, sont applicables aux infractions visées par les articles 206, 206bis et 207bis.

* § 2. La suspension de la condamnation, permise par l'article 3 de la loi du 29 juin 1964, concernant la suspension, le sursis et la probation, ne peut être ordonnée en ce qui concerne les peines établies par les articles 206, 206bis et 207bis.

* La condamnation avec sursis, permise par l'article 8 de la même loi du 29 juin 1964, n'est pas applicable aux peines pécuniaires établies par les articles 206, 206bis et 207bis.

* § 3. La loi du 5 mars 1952, modifiée par les lois des 22 décembre 1969 et 25 juin 1975, relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales, n'est pas applicable aux infractions visées aux articles 206, 206bis et 207bis.

* § 4. Par dérogation à l'article 40 du Code pénal, l'amende prononcée en vertu des articles 206, 206bis et 207bis, pourra être remplacée par un emprisonnement subsidiaire d'un mois à six mois.

* Article 207quater. Les personnes qui auront été condamnées comme auteurs ou complices d'infractions visées aux articles 206 et 206bis seront tenues solidairement au paiement de l'impôt élué.

* Les personnes physiques ou morales seront civilement et solidairement responsables des amendes et frais résultant des condamnations prononcées en vertu des articles 206 à 207bis contre leurs préposés ou leurs administrateurs, gérants ou liquidateurs.

* Article 207quinquies. Le juge pourra ordonner que tout jugement ou arrêt portant condamnation à une peine d'emprisonnement prononcée en vertu des articles 206, 206bis et 207bis, soit affiché dans les lieux qu'il détermine et soit publié, éventuellement par extrait, selon le mode qu'il fixe, le tout aux frais du condamné.

* Il pourra en être de même de toute décision prononcée en vertu de l'article 207, portant interdiction d'exercer une activité professionnelle en Belgique ou ordonnant la fermeture d'établissements exploités dans le pays.

* Article 207sexies. La violation du secret professionnel, tel qu'il est défini à l'article 236bis, sera punie conformément aux articles 66, 67 et 458 du Code pénal.

* Article 207septies. L'action publique est exercée par le ministère public.

* Si, avant la clôture des débats devant une juridiction répressive, une autre autorité judiciaire est saisie d'une contestation qui porte sur l'application d'une disposition du présent Code ou d'un arrêté pris pour son exécution, le juge saisi de l'action publique peut, si la solution de la contestation lui paraît de nature à exercer une influence sur cette action, surseoir à statuer sur les préventions ou sur l'une d'elles, jusqu'à ce qu'il ait été mis fin à la contestation par une décision coulée en force de chose jugée. Pendant la durée de la surséance, la prescription est suspendue. »

Art. 14. L'article 236bis, dernier alinéa, du même Code, est abrogé.

Modifications au Code des droits de succession

Art. 15. L'article 72 du Code des droits de succession est remplacé par la disposition suivante :

* Article 72. L'héritier, grevé de substitution, en défaut de déposer la déclaration prescrite au numéro 6 de l'article 37, et les personnes qui auront été condamnées comme auteurs ou complices d'infractions visées aux articles 133 et 133bis, seront solidairement tenus avec les redevables au paiement des droits élués par le fait de l'infraction, et, le cas échéant, des intérêts et amendes fiscales. »

* De rechter kan bovendien, mits hij zijn beslissing op dat stuk motiveert, voor een duur van drie maanden tot vijf jaar de sluiting bevelen van de inrichtingen van de vennootschap, vereniging, groepering of onderneming waarvan de veroordeelde hoofd, lid of bediende is.

* § 2. Het verbod en de sluiting bedoeld in § 1 treden in werking vanaf de dag waarop de veroordeling in kracht van gewijsde is gegaan.

* Artikel 207bis. Hij die, rechtstreeks of onrechtstreeks, het verbod of de sluiting uitgesproken krachtens artikel 207 overtreedt, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en geldboete van 10 000 tot 500 000 frank.

* Artikel 207ter. § 1. Onder voorbehoud van de afwijking waarin § 4 voorziet, zijn alle bepalingen van het Eerste Boek van het Strafwetboek, met uitzondering van artikel 85, van toepassing op de misdrijven bedoeld in de artikelen 206, 206bis en 207bis.

* § 2. De opschorting van de veroordeling toegelaten door artikel 3 van de wet van 29 juni 1964, betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, kan niet worden bevolen voor de straffen bepaald in de artikelen 206, 206bis en 207bis.

* De veroordeling met uitstel toegelaten door artikel 8 van dezelfde wet van 29 juni 1964, vindt geen toepassing op de geldstraffen bepaald door de artikelen 206, 206bis en 207.

* § 3. De wet van 5 maart 1952, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1969 en 25 juni 1975, betreffende de opdecimes op de strafrechtelijke geldboeten, vindt geen toepassing op de misdrijven bedoeld in de artikelen 206, 206bis en 207bis.

* § 4. In afwijking van artikel 40 van het Strafwetboek kan de krachtens de artikelen 206, 206bis en 207bis uitgesproken geldboete worden vervangen door gevangenisstraf van een maand tot zes maanden.

* Artikel 207quater. Personen die als daders of als medeplichtigen van misdrijven bedoeld in de artikelen 206 en 206bis werden veroordeeld, zijn hoofdelijk gehouden tot betaling van de ontdoken belasting.

* De natuurlijke personen of de rechtspersonen zijn burgerlijk of hoofdelijk aansprakelijk voor de geldboeten en kosten die het gevolg zijn van de veroordelingen welke krachtens de artikelen 206 tot 207bis tegen hun aangestelden of beheerders, zaakvoerders of vereffenaars zijn uitgesproken.

* Artikel 207quinquies. De rechter kan bevelen dat ieder vonnis of arrest houdende veroordeling tot een gevangenisstraf, uitgesproken krachtens de artikelen 206, 206bis en 207bis, wordt aangeplakt in de plaatsen die hij bepaalt en, eventueel bij uittreksel, wordt bekendgemaakt op de wijze die hij bepaalt, een en ander op kosten van de veroordeelde.

* Hetzelfde kan gelden voor iedere krachtens artikel 207 uitgesproken beslissing tot verbod van het uitoefenen van een beroeps werkzaamheid in België of tot sluiting van de in het land geëxploiteerde inrichtingen.

* Artikel 207sexies. De schending van het bij artikel 236bis bepaalde beroepsgeheim wordt gestraft overeenkomstig de artikelen 66, 67 en 458 van het Strafwetboek.

* Artikel 207septies. De strafvordering wordt uitgeoefend door het openbaar ministerie.

* Indien, vóór het sluiten van de debatten voor een strafgerecht, bij een andere gerechtelijke overheid een geschil aanhangig wordt gemaakt over de toepassing van een bepaling van dit Wetboek of een ter uitvoering ervan genomen besluit, kan de rechter bij wie de strafvordering aanhangig is, de uitspraak over de telastleggingen of over één ervan uitstellen wantoeer de oplossing van het geschil hem van die aard schijnt dat zij een invloed kan hebben op de strafvordering, en dat tot op het ogenblik dat aan het geschil een einde is gemaakt door een in kracht van gewijsde gegane beslissing. Tijdens dat uitstel is de verjaring van de strafvordering geschorst. »

Art. 14. Artikel 236bis, laatste lid, van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Wijzigingen in het Wetboek der successierechten

Art. 15. Artikel 72 van het Wetboek der successierechten wordt vervangen door de volgende bepaling :

* Artikel 72. De met erfstelling bezwaarde erfgenaam die de in nummer 6 van artikel 37 voorgeschreven aangifte niet inlevert en de personen die werden veroordeeld als daders of medeplichtigen van misdrijven bedoeld in de artikelen 133 en 133bis, zijn met de belastingplichtigen hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de door het feit van de inbreuk ontdoken rechten en, desvoorkomend, van de interesten en belastingboeten. »

Art. 16. L'article 133 du même Code est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 133. Sans préjudice des amendes fiscales, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 10 000 à 500 000 francs, celui qui, dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, contreviendra aux dispositions du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution. »

« Article 133bis. Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 10 000 à 500 000 francs, celui qui, en vue de commettre une des infractions visées à l'article 133, aura commis un faux en écritures publiques, de commerce ou privées, ou qui aura fait usage d'un tel faux.

« Celui qui, sciemment, établira un faux certificat pouvant compromettre les intérêts du Trésor ou fera usage de pareil certificat, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 10 000 à 500 000 francs.

« Article 133ter. § 1er. En condamnant le titulaire d'une des professions suivantes :

- 1° conseiller fiscal;
- 2° agent d'affaires;
- 3° expert en matière fiscale ou comptable;

4° ou toute autre profession qui a pour objet de tenir ou d'aider à tenir les écritures comptables d'un ou de plusieurs contribuables, que ce soit pour compte propre ou comme dirigeant, comme membre ou comme employé de société, association, groupement ou entreprise quelconque;

5° ou plus généralement la profession consistant à conseiller ou à aider un ou plusieurs contribuables dans l'exécution des obligations définies par le présent Code ou par les arrêtés pris pour son exécution,

du chef de l'une des infractions visées aux articles 133 et 133bis, le jugement pourra lui interdire, pour une durée de trois mois à cinq ans, d'exercer directement ou indirectement, à quelque titre que ce soit, les professions susvisées.

« Le juge pourra, en outre, en motivant sa décision sur ce point, ordonner la fermeture, pour une durée de trois mois à cinq ans, des établissements de la société, association, groupement ou entreprise dont le condamné est dirigeant, membre ou employé.

« § 2. L'interdiction et la fermeture visées au § 1er produiront leurs effets à compter du jour où la condamnation sera définitive.

« Article 133quater. Celui qui, directement ou indirectement, enfreindra l'interdiction ou la fermeture prononcée en vertu de l'article 133ter, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 10 000 à 500 000 francs.

« Article 133quinquies § 1er. Sous réserve de la dérogation prévue au § 4, toutes les dispositions du Livre premier du Code pénal, à l'exception de l'article 85, sont applicables aux infractions visées par les articles 133, 133bis et 133quater.

« § 2. La suspension de la condamnation, permise par l'article 3 de la loi du 29 juin 1964, concernant la suspension, le sursis et la probation, ne peut être ordonnée en ce qui concerne les peines établies par les articles 133, 133bis et 133quater.

« La condamnation avec sursis, permise par l'article 8 de la même loi du 29 juin 1964, n'est pas applicable aux peines pécuniaires établies par les articles 133, 133bis et 133quater.

« § 3. La loi du 5 mars 1952, modifiée par les lois des 22 décembre 1969 et 25 juin 1975, relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales, n'est pas applicable aux infractions visées aux articles 133, 133bis et 133quater.

« § 4. Par dérogation à l'article 40 du Code pénal, l'amende prononcée en vertu des articles 133, 133bis et 133quater pourra être remplacée par un emprisonnement subsidiaire d'un mois à six mois.

« Article 133sexies. Les personnes physiques ou morales seront civilement et solidairement responsables des amendes et frais résultant des condamnations prononcées en vertu des articles 133 à 133quater contre leurs préposés ou leurs administrateurs, gérants ou liquidateurs.

« Article 133septies. Le juge pourra ordonner que tout jugement ou arrêté portant condamnation à une peine d'emprisonnement prononcée en vertu des articles 133, 133bis et 133quater, soit

Art. 16. Artikel 133 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 133. Onverminderd de fiscale geldboeten, wordt hij die met bedrieglijk opzet of met het oogmerk te schaden, de bepalingen van dit Wetboek of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten overtreedt, gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en met geldboete van 10 000 tot 500 000 frank.

« Artikel 133bis. Met gevangenisstraf van een maand tot vijf jaar en met geldboete van 10 000 tot 500 000 frank wordt gestraft hij die, met het oogmerk om een van de in artikel 133 bedoelde misdrijven te plegen, in openbare geschriften, in handelsgeschriften of in private geschriften valsheid pleegt, of die van een zodanig vals geschrift gebruik maakt.

« Hij die wetens en willens een vals getuigschrift opstelt dat de belangen van de Schatkist kan schaden of die van een dergelijk getuigschrift gebruik maakt, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en met geldboete van 10 000 tot 500 000 frank.

« Artikel 133ter. § 1. Wanneer de beoefenaar van een van de volgende beroepen :

- 1° belastingadviseur;
- 2° zaakbezorger;
- 3° deskundige in belastingzaken of in boekhouden;

4° of enig ander beroep dat tot doel heeft voor een of meer belastingplichtigen boek te houden of te helpen houden, ofwel voor eigen rekening ofwel als hoofd, lid of bediende van enigerlei vennootschap, vereniging, groepering of onderneming;

5° of, meer in het algemeen, het beroep dat erin bestaat een of meer belastingplichtigen raad te geven of bij te staan bij het vervullen van de verplichtingen opgelegd bij dit Wetboek of bij de ter uitvoering ervan vastgestelde besluiten,

wordt veroordeeld wegens een van de misdrijven bedoeld in de artikelen 133 en 133bis, kan het vonnis hem verbod opleggen om gedurende drie maanden tot vijf jaar, rechtstreeks of onrechtstreeks, de hiervoren bedoelde beroepen op welke wijze ook uit te oefenen.

« De rechter kan hovendien, mits hij zijn beslissing op dat stuk motiveert, voor een duur van drie maanden tot vijf jaar de sluiting bevelen van de inrichtingen van de vennootschap, vereniging, groepering of onderneming waarvan de veroordeelde hoofd, lid of bediende is.

« § 2. Het verbod en de sluiting bedoeld in § 1 treden in werking vanaf de dag waarop de veroordeling in kracht van gewijsde is gegaan.

« Artikel 133quater. Hij die, rechtstreeks of onrechtstreeks, het verbod of de sluiting, uitgesproken krachtens artikel 133ter overtreedt, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en geldboete van 10 000 tot 500 000 frank.

« Artikel 133quinquies. § 1. Onder voorbehoud van de afwijking waarin § 4 voorziet, zijn alle bepalingen van het Eerste Boek van het Strafwetboek, met uitzondering van artikel 85, van toepassing op de misdrijven bedoeld in de artikelen 133, 133bis en 133quater.

« § 2. De opschorting van de veroordeling toegelaten door artikel 3 van de wet van 29 juni 1964, betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, kan niet worden bevolen voor de straffen bepaald in de artikelen 133, 133bis en 133quater.

« De veroordeling met uitstel toegelaten door artikel 8 van dezelfde wet van 29 juni 1964, vindt geen toepassing op de geldstraffen, bepaald door de artikelen 133, 133bis en 133quater.

« § 3. De wet van 5 maart 1952, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1969 en 25 juni 1975, betreffende de opdecimes op de strafrechtelijke geldboeten, vindt geen toepassing op de misdrijven bedoeld in de artikelen 133, 133bis en 133quater.

« § 4. In afwijking van artikel 40 van het Strafwetboek kan de krachtens de artikelen 133, 133bis en 133quater uitgesproken geldboete worden vervangen door gevangenisstraf van een maand tot zes maanden.

« Artikel 133sexies. De natuurlijke personen of rechtspersonen zijn burgerlijk en hoofdelijk aansprakelijk voor de geldboeten en kosten die het gevolg zijn van de veroordelingen welke krachtens de artikelen 133 tot 133quater tegen hun aangestelden of beheerders, zaakvoerders of vereffenaars zijn uitgesproken.

« Artikel 133septies. De rechter kan bevelen dat ieder vonnis of arrest houdende veroordeling tot een gevangenisstraf, uitgesproken krachtens de artikelen 133, 133bis en 133quater wordt

affiché dans les lieux qu'il détermine et soit publié, éventuellement par extrait selon le mode qu'il fixe, le tout aux frais du condamné.

« Il pourra en être, de même de toute décision prononcée en vertu de l'article 133ter, portant interdiction d'exercer une activité professionnelle en Belgique ou ordonnant la fermeture d'établissements exploités dans le pays.

« Article 133octies. La violation du secret professionnel, tel qu'il est défini à l'article 146bis, sera punie conformément aux articles 66, 67 et 458 du Code pénal.

« Article 133nonies. L'action publique est exercée par le ministère public.

« Si, avant la clôture des débats devant une juridiction répressive, une autre autorité judiciaire est saisie d'une contestation qui porte sur l'application d'une disposition du présent Code ou d'un arrêté pris pour son exécution, le juge saisi de l'action publique peut, si la solution de la contestation lui paraît de nature à exercer une influence sur cette action, surseoir à statuer sur les préventions ou sur l'une d'elles, jusqu'à ce qu'il ait été mis fin à la contestation par une décision coulée en force de chose jugée. Pendant la durée de la surséance, la prescription est suspendue. »

Art. 17. L'article 146bis, dernier alinéa, du même Code, est abrogé.

Modifications au Code des droits de timbre

Art. 18. L'article 66 du Code des droits de timbre est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 66. Sans préjudice des amendes fiscales, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 10 000 à 500 000 francs, celui qui, dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, contreviendra aux dispositions du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution.

« Article 66bis. Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 10 000 à 500 000 francs, celui qui, en vue de commettre une des infractions visées à l'article 66, aura commis un faux en écritures publiques, de commerce ou privées, ou qui aura fait usage d'un tel faux.

« Celui qui, sciemment, établira un faux certificat pouvant compromettre les intérêts du Trésor ou fera usage de pareil certificat, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 10 000 à 500 000 francs. »

Art. 19. A l'article 67, du même Code, les mots « sans addition de décimes » sont supprimés.

Art. 20. Des articles 67ter, 67quater, 67quinquies, 67sexies, 67septies, 67octies et 67nonies, rédigés comme suit, sont insérés dans le même Code après les articles 67¹ et 67², qui deviennent respectivement les articles 67 et 67bis :

« Article 67ter. § 1er. En condamnant le titulaire d'une des professions suivantes :

- 1° conseiller fiscal;
- 2° agent d'affaires;
- 3° expert en matière fiscale ou comptable;
- 4° ou toute autre profession qui a pour objet de tenir ou d'aider à tenir les écritures comptables d'un ou de plusieurs contribuables, que ce soit pour compte propre ou comme dirigeant, comme membre ou comme employé de société, association, groupement ou entreprise quelconque;
- 5° ou plus généralement la profession consistant à conseiller ou à aider un ou plusieurs contribuables dans l'exécution des obligations définies par le présent Code ou par les arrêtés pris pour son exécution,

du chef de l'une des infractions visées aux articles 66 à 67bis, le jugement pourra lui interdire pour une durée de trois mois à cinq ans d'exercer directement ou indirectement, à quelque titre que ce soit, les professions susvisées.

« Le juge pourra, en outre, en motivant sa décision sur ce point, ordonner la fermeture, pour une durée de trois mois à cinq ans, des établissements de la société, association, groupement ou entreprise dont le condamné est dirigeant, membre ou employé.

« § 2. L'interdiction et la fermeture visées au § 1er produiront leurs effets à compter du jour où la condamnation sera définitive.

aangeplakt in de plaatsen die hij bepaalt en, eventueel bij uittreksel, wordt bekendgemaakt op de wijze die hij bepaalt, een en ander op kosten van de veroordeelde.

« Hetzelfde kan gelden voor iedere krachtens artikel 133ter uitgesproken beslissing tot verbod van het uitoefenen van een beroepswerkzaamheid in België of tot sluiting van de in het land geëxploiteerde inrichtingen.

« Artikel 133octies. De schending van het bij artikel 146bis bepaalde beroepsgeheim wordt gestraft overeenkomstig de artikelen 66, 67 en 458 van het Strafwetboek.

« Artikel 133nonies. De strafvordering wordt uitgeoefend door het openbaar ministerie.

« Indien vóór het sluiten van de debatten voor een strafgerecht, bij een andere gerechtelijke overheid een geschil aanhangig wordt gemaakt over de toepassing van een bepaling van dit Wetboek of een ter uitvoering ervan genomen besluit, kan de rechter bij wie de strafvordering aanhangig is, de uitspraak over de telastleggingen of over één ervan uitstellen wanneer de oplossing van het geschil hem van die aard schijnt dat zij een invloed kan hebben op de strafvordering, en zulks tot op het ogenblik dat aan het geschil een einde is gemaakt door een in kracht van gewijsde gegane beslissing. Tijdens dat uitstel is de verjaring van de strafvordering geschorst. »

Art. 17. Artikel 146bis, laatste lid, van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Wijzigingen in het Wetboek der zegelrechten

Art. 18. Artikel 66 van het Wetboek der zegelrechten wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 66. Onverminderd de fiscale geldboeten, wordt hij die met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden, de bepalingen van dit Wetboek of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten overtreedt, gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en met geldboete van 10 000 tot 500 000 frank.

« Artikel 66bis. Met gevangenisstraf van een maand tot vijf jaar en met geldboete van 10 000 tot 500 000 frank wordt gestraft hij die, met het oogmerk om een van de in artikel 66 bedoelde misdrijven te plegen, in openbare geschriften, in handelsgeschriften of in private geschriften valsheid pleegt, of die van een zodanig vals geschrift gebruik maakt.

« Hij die wetens en wilens een vals getuigschrift opstelt dat de belangen van de Schatkist kan schaden of die van een dergelijk getuigschrift gebruik maakt, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en met geldboete van 10 000 tot 500 000 frank. »

Art. 19. In artikel 67 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « zonder toevoeging van decimen » geschrapt.

Art. 20. De als volgt luidende artikelen 67ter, 67quater, 67quinquies, 67sexies, 67septies, 67octies en 67nonies, worden in hetzelfde Wetboek ingevoegd na de artikelen 67¹ en 67², die respectievelijk de artikelen 67 en 67bis worden :

« Artikel 67ter. § 1. Wanneer de beoefenaar van een van de volgende beroepen :

- 1° belastingadviseur;
- 2° zaakbezorger;
- 3° deskundige in belastingzaken of in boekhouden;
- 4° of enig ander beroep dat tot doel heeft voor een of meer belastingplichtigen boek te houden of te helpen houden, ofwel voor eigen rekening ofwel als hoofd, lid of bediende van enigerlei vennootschap, vereniging, groepering of onderneming;

5° of, meer in het algemeen, het beroep dat erin bestaat een of meer belastingplichtigen raad te geven of bij te staan bij het vervullen van de verplichtingen opgelegd bij dit Wetboek of bij de ter uitvoering ervan vastgestelde besluiten,

wordt veroordeeld wegens een van de misdrijven bedoeld in de artikelen 66 tot 67bis, kan het vonnis hem verbod opleggen om gedurende drie maanden tot vijf jaar, rechtstreeks of onrechtstreeks, de hiervoren bedoelde beroepen op welke wijze ook uit te oefenen.

« De rechter kan bovendien, mits hij zijn beslissing op dat stuk motiveert, voor een duur van drie maanden tot vijf jaar de sluiting bevelen van de inrichtingen van de vennootschap, vereniging, groepering of onderneming waarvan de veroordeelde hoofd, lid of bediende is.

« § 2. Het verbod en de sluiting bedoeld in § 1 hebben gevolg vanaf de dag waarop de veroordeling in kracht van gewijsde is gegaan.

« Article 67^{quater}. Celui qui, directement ou indirectement, enfreindra l'interdiction ou la fermeture prononcée en vertu de l'article 67^{ter}, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 10 000 à 500 000 francs.

« Article 67^{quinquies}. § 1^{er}. Sous réserve de la dérogation prévue au § 4, toutes les dispositions du Livre premier du Code pénal, à l'exception de l'article 85, sont applicables aux infractions visées par les articles 66, 67^{bis} et 67^{quater}.

« § 2. La suspension de la condamnation, permise par l'article 3 de la loi du 29 juin 1964, concernant la suspension, le sursis et la probation, ne peut être ordonnée en ce qui concerne les peines établies par les articles 66 à 67^{bis} et 67^{quater}.

« La condamnation avec sursis, permise par l'article 8 de la même loi du 29 juin 1964, n'est pas applicable aux peines pécuniaires établies par les articles 66, 66^{bis}, 67^{bis} et 67^{quater}.

« § 3. La loi du 5 mars 1952, modifiée par les lois des 22 décembre 1969 et 25 juin 1975, relative aux dérivés additionnels sur les amendes pénales, n'est pas applicable aux infractions visées aux articles 66, 66^{bis}, 67^{bis} et 67^{quater}.

« § 4. Par dérogation à l'article 40 du Code pénal, l'amende prononcée en vertu des articles 66, 66^{bis}, 67 et 76^{quater}, soit pourra être remplacée par un emprisonnement subsidiaire d'un mois à six mois.

« Article 67^{sexies}. Les personnes qui auront été condamnées comme auteurs ou complices d'infractions visées aux articles 66, 66^{bis} et 67, seront tenues solidairement au paiement de l'impôt éludé.

« Les personnes physiques ou morales seront civilement et solidairement responsables des amendes et frais résultant des condamnations prononcées en vertu des articles 66 à 67^{quater} contre leurs préposés ou leurs administrateurs, gérants ou liquidateurs.

« Article 67^{septies}. Le juge pourra ordonner que tout jugement ou arrêt portant condamnation à une peine d'emprisonnement prononcée en vertu des articles 66, 66^{bis}, 67 et 67^{quater}, soit affiché dans les lieux qu'il détermine et soit publié, éventuellement par extrait, selon le mode qu'il fixe, le tout aux frais du condamné.

« Il pourra en être de même de toute décision prononcée en vertu de l'article 67^{ter}, portant interdiction d'exercer une activité professionnelle en Belgique ou ordonnant la fermeture d'établissements exploités dans le pays.

« Article 67^{octies}. La violation du secret professionnel, tel qu'il est défini à l'article 80^{bis}, sera punie conformément aux dispositions des articles 66, 67 et 458 du Code pénal.

« Article 67^{nonies}. L'action publique est exercée par le ministre public.

« Si, avant la clôture des débats devant une juridiction répressive, une autre autorité judiciaire est saisie d'une contestation qui porte sur l'application d'une disposition du présent Code ou d'un arrêté pris pour son exécution, le juge saisi de l'action publique peut, si la solution de la contestation lui paraît de nature à exercer une influence sur cette action, surseoir à statuer sur les préventions ou sur l'une d'elles, jusqu'à ce qu'il ait été mis fin à la contestation par une décision rendue en force de chose jugée. Pendant la durée de la surséance, la prescription est suspendue. »

Art. 21. L'article 80^{bis}, dernier alinéa, du même Code est abrogé.

Art. 22. La présente loi entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* de la loi de redressement relative à la modération des revenus.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 10 février 1981.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,
M. EYSKENS

Le Ministre de la Justice,
Ph. MOUREAUX

Scellé du sceau de l'État :
Le Ministre de la Justice,
Ph. MOUREAUX

« Artikel 67^{quater}. Hij die, rechtstreeks of onrechtstreeks, het verbod of de sluiting, uitgesproken krachtens artikel 67^{ter} overtreedt, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en geldboete van 10 000 tot 500 000 frank.

« Artikel 67^{quinquies}. § 1. Onder voorbehoud van de afwijking waarin § 4 voorziet, zijn alle bepalingen van het Eerste Boek van het Strafwetboek, met uitzondering van artikel 85, van toepassing op de misdrijven bedoeld in de artikelen 66, 67^{bis} en 67^{quater}.

« § 2. De opschorting van de veroordeling toegelaten door artikel 3 van de wet van 29 juni 1964, betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, kan niet worden bevolen voor de straffen bepaald in de artikelen 66 tot 67^{bis} en 67^{quater}.

« De veroordeling met uitstel toegelaten door artikel 8 van dezelfde wet van 29 juni 1964, vindt geen toepassing op de geldstraffen bepaald door de artikelen 66, 66^{bis}, 67^{bis} en 67^{quater}.

« § 3. De wet van 5 maart 1952, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1969 en 25 juni 1975, betreffende de opdecimes op de strafrechtelijke geldboeten, vindt geen toepassing op de misdrijven bedoeld in de artikelen 66, 66^{bis}, 67^{bis} en 67^{quater}.

« § 4. In afwijking van artikel 40 van het Strafwetboek kan de krachtens de artikelen 66, 66^{bis}, 67^{bis} en 67^{quater} uitgesproken geldboete worden vervangen door gevangenisstraf van een maand tot zes maanden.

« Artikel 67^{sexies}. Personen die als daders of als medeplichtigen van misdrijven bedoeld in de artikelen 66, 66^{bis} en 67 werden veroordeeld, zijn hoofdelijk gehouden tot betaling van de ontrokken belasting.

« De natuurlijke personen of de rechtspersonen zijn burgerlijk en hoofdelijk aansprakelijk voor de geldboeten en kosten die het gevolg zijn van de veroordelingen welke krachtens de artikelen 66 tot 67^{quater} tegen hun aangestelden of beheerders, zaakvoerders of vereffenaars zijn uitgesproken.

« Artikel 67^{septies}. De rechter kan bevelen dat ieder vonnis of arrest houdende veroordeling tot een gevangenisstraf, uitgesproken krachtens de artikelen 66, 66^{bis}, 67 en 67^{quater}, wordt aangeplakt in de plaatsen die hij bepaalt en, eventueel bij uittreksel, wordt bekendgemaakt op de wijze die hij bepaalt, een en ander op kosten van de veroordeelde.

« Hetzelfde kan gelden voor iedere krachtens artikel 67^{ter} uitgesproken beslissing tot verbod van het uitoefenen van een beroepswerkzaamheid in België of tot sluiting van de in het land geëxploiteerde inrichtingen.

« Artikel 67^{octies}. De schending van het bij artikel 80^{bis} bepaalde beroepsgeheim wordt gestraft overeenkomstig de artikelen 66, 67 en 458 van het Strafwetboek.

« Artikel 67^{nonies}. De strafvordering wordt uitgeoefend door het openbaar ministerie.

« Indien, vóór het sluiten van de debatten voor een strafgerecht, bij een andere gerechtelijke overheid een geschil aanhangig wordt gemaakt over de toepassing van een bepaling van dit Wetboek of een ter uitvoering ervan genomen besluit, kan de rechter bij wie de strafvordering aanhangig is, de uitspraak over de telastleggingen of over één ervan uitstellen wanneer de oplossing van het geschil hem van die aard schijnt dat zij een invloed kan hebben op de strafvordering, en zulks tot op het ogenblik dat aan het geschil een einde is gemaakt door een in kracht van gewijsde gegane beslissing. Tijdens dat uitstel is de verjaring van de strafvordering geschorst. »

Art. 21. Artikel 80^{bis}, laatste lid, van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 22. Deze wet treedt in werking op de dag van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de herstellwet inzake inkomensmatiging.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 februari 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,
M. EYSKENS

De Minister van Justitie,
Ph. MOUREAUX

Met 's Lands zegel gezegeeld :
De Minister van Justitie,
Ph. MOUREAUX